

Forum : Forum Citoyen sur la Sécurité

2026

Thématique : Entre impérialisme et pacifisme, la Gen Z parviendra-t-elle à créer un nouvel ordre mondial ?

Nom du Citoyen: Philéa Breban

Situation familiale • Marié/en couple ○ Célibataire ○ Avec enfants, si oui combien :	Niveau d'étude ○ Primaire ○ Secondaire • Universitaire
--	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné par le sujet ?

Je m'appelle Philéa Breban, j'ai 54 ans, et je suis employée du service logistique du Gouvernement d'Union Nationale (NUG), chargé de rétablir les services de base d'éducation, de santé et d'aide humanitaire dans l'État Shan au Myanmar.

Il est important de rappeler que le Myanmar traverse une grave crise politique et humanitaire depuis le coup d'État militaire du 1er février 2021. À la suite de ce putsch, la jeunesse de mon pays s'est mobilisée de manière spontanée et massive, par des manifestations et un mouvement de désobéissance civile, pour défendre le processus démocratique et le résultat des élections de 2020 et refuser le retour d'une dictature militaire. Ayant grandi pendant la décennie d'ouverture démocratique et économique du pays, de 2011 à 2021, cette génération a immédiatement compris ce qu'elle risquait de perdre.

Malheureusement, ces manifestations ont été réprimées dans le sang par l'armée, et la répression militaire a fait passer une partie de cette génération du pacifisme à la résistance armée. Des jeunes civils, des étudiants et des professionnels ont rejoint les Forces de Défense du Peuple (PDF). Ce sont des forces de résistance affiliées au NUG, gouvernement parallèle constitué notamment par des élus de 2020 et revendiquant la légitimité démocratique face à la junte. D'autres ont rejoint des organisations ethniques armées qui contrôlent de vastes portions des zones frontalières du pays et mènent une lutte historique pour l'autonomie de leurs minorités.

Il est aussi important de souligner que le Myanmar est historiquement, géographiquement et structurellement un État fragmenté, marqué par des divisions profondes entre la majorité ethnique bamar (birmane), qui vit principalement dans les plaines centrales et représente environ deux tiers de la population, et de nombreuses minorités ethniques – Shans, Karens, Kachins, etc. – qui vivent majoritairement dans les régions montagneuses et frontalières, dites périphériques, entourant le cœur birman. Les premiers soulèvements armés de minorités ethniques ont éclaté peu après l'indépendance du pays vis-à-vis de l'Empire britannique en 1948, pour refuser la domination de la majorité ethnique bamar au sein du nouvel État et dénoncer le non-respect de l'Accord de Panglong, qui promettait une large autonomie à certaines minorités dans le cadre de la nouvelle Union. En 1962, considérant notamment l'intégrité territoriale du pays menacée, l'armée organise un coup d'État. Celui de 2021 n'est donc pas le premier que connaît mon pays : le coup d'État de 1962 a ouvert près d'un demi-siècle de domination militaire, durant lequel l'armée (la Tatmadaw) a imposé un État fortement centralisé et profondément réprimé de nombreuses minorités ethniques. D'autres organisations ethniques armées se sont développées au cours de cette longue période de conflit avec le pouvoir central.

Aujourd'hui, les Forces de Défense du Peuple et différentes organisations ethniques armées s'opposent sur le terrain à la junte militaire. La junte a perdu le contrôle d'une part importante du territoire, principalement dans les régions rurales et frontalières et dans les bastions des organisations

ethniques armées. Cinq ans après le coup d'État militaire de 2021, le bilan humanitaire est dramatique. Les affrontements ont fait des dizaines de milliers de morts, tous camps confondus, dont de nombreux civils, et provoqué le déplacement de près de quatre millions de personnes.

En tant qu'employée du service logistique du NUG dans l'État Shan, mon rôle est au cœur même de la résistance et de la survie des populations. Dans une région aussi complexe, fragmentée et stratégique que l'État Shan, frontalier de la Chine, la logistique ne se limite pas à déplacer des biens : elle permet de maintenir des services essentiels malgré la guerre.

Le service logistique du NUG a pour mission d'approvisionner les écoles clandestines ou communautaires et de soutenir les enseignants qui poursuivent leur activité en dehors du système contrôlé par la junte. Dans le domaine de la santé, nous approvisionnons les structures de soins et les cliniques mobiles en médicaments et en matériel médical. Nous organisons également la distribution de nourriture, de produits d'hygiène et d'abris aux populations déplacées par les combats.

Mais acheminer cette aide est particulièrement difficile. Nous travaillons avec des moyens humains, matériels et financiers très limités, alors que les besoins des populations ne cessent d'augmenter. Les restrictions imposées par la junte compliquent encore notre travail : pour permettre à l'aide d'atteindre certaines populations, nous devons éviter ou contourner les checkpoints de l'armée et adapter en permanence notre organisation, tout en veillant à la sécurité des personnes impliquées.

Nous devons négocier avec les organisations ethniques armées présentes localement afin que l'aide puisse parvenir aux populations. Les combats, les frappes aériennes et la présence de mines rendent en outre certaines zones extrêmement dangereuses.

Pour travailler dans ces conditions, nous nous appuyons beaucoup sur les organisations de la société civile, les réseaux communautaires, les groupes de femmes et les acteurs locaux, qui connaissent parfaitement leur territoire. La décentralisation est essentielle : il faut pouvoir adapter rapidement les décisions aux réalités locales tout en protégeant les informations sensibles et, surtout, les personnes qui participent à ces réseaux.

Il ne s'agit pas seulement de répondre à l'urgence, mais aussi de préserver une société civile capable, demain, de participer à la construction d'un nouveau Myanmar.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle, je vois dans les camps de la résistance des jeunes gens qui ne parlent pas les mêmes dialectes ni ne prient les mêmes dieux, mais dorment côte à côte, sans souci de distinction. Ils se souviennent tous ensemble de leurs parents morts ou disparus, des cours d'université interrompus, des projets de vie abandonnés – agriculteur dans l'État Môn, infirmière à Yangon, vendeur de chaussures à Mandalay... Ils sont en train de créer une histoire commune, précisément ce dont le Myanmar a manqué jusqu'à présent.

À mon échelle, je peux contribuer à transformer cette solidarité née de la guerre en quelque chose de durable. Dans l'État Shan, cela signifie favoriser la coopération entre les communautés, en faisant travailler ensemble des jeunes issus de différentes populations et organisations locales, mais aussi défendre l'impartialité de l'aide : l'accès aux médicaments, à l'école ou à l'aide humanitaire doit dépendre des besoins et non de l'appartenance ethnique, politique ou religieuse.

Il faut également construire dès aujourd'hui le fédéralisme que nous voulons pour demain. Dans mon travail, cela signifie privilégier la décision locale, travailler avec les différentes communautés et accepter que le pouvoir ne soit plus concentré entre les mains d'un État central dominé par la majorité bamar. Le fédéralisme doit permettre aux différentes populations de conserver leur identité et une véritable autonomie tout en appartenant à un même Myanmar.

Nous devons aussi privilégier les formes civiles de reconstruction. La résistance ne consiste pas uniquement à combattre un régime : maintenir des écoles, des soins, des administrations et des solidarités locales, c'est déjà construire le pays qui pourrait succéder à la dictature et préparer le retour à la paix.

Enfin, nous devons développer nos propres capacités plutôt que remplacer une dépendance par une



autre. Cette question est particulièrement importante dans l'État Shan, frontalier de la Chine, dont les intérêts économiques et stratégiques au Myanmar sont considérables. L'aide internationale est indispensable, mais elle ne doit pas permettre aux grandes puissances de décider de notre avenir. La Gen Z peut ainsi contribuer à construire un nouvel ordre au Myanmar qui ne soit plus dominé par son armée, par une seule majorité ethnique ou par les intérêts d'une puissance étrangère : un État fédéral, démocratique et capable de décider lui-même de son avenir.